

lefigaro.fr

# LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



**CÉLINE**  
LA PREMIÈRE VERSION DU  
« VOYAGE AU BOUT DE LA NUIT »  
ENFIN PUBLIÉE FIGARO LITTÉRAIRE

**RENCONTRE**  
LES CONFIDENCES  
DE CHRISTINE LAGARDE,  
DIRECTRICE GÉNÉRALE DU FMI PAGE 14



## GOVERNEMENT

Royal brise la solidarité gouvernementale... puis rétropédale

PAGE 4

**TURQUIE** Le drame de la mine de Soma fait scandale

PAGE 6

## CENTRAFRIQUE

Paris enquête sur la mort de Camille

Lepage PAGE 7

## EUROPÉENNES

Ces débats qui transcendent les frontières

PAGE 8

## AFFAIRE ANNA

Fillon veut saisir le Défenseur des droits

PAGE 9

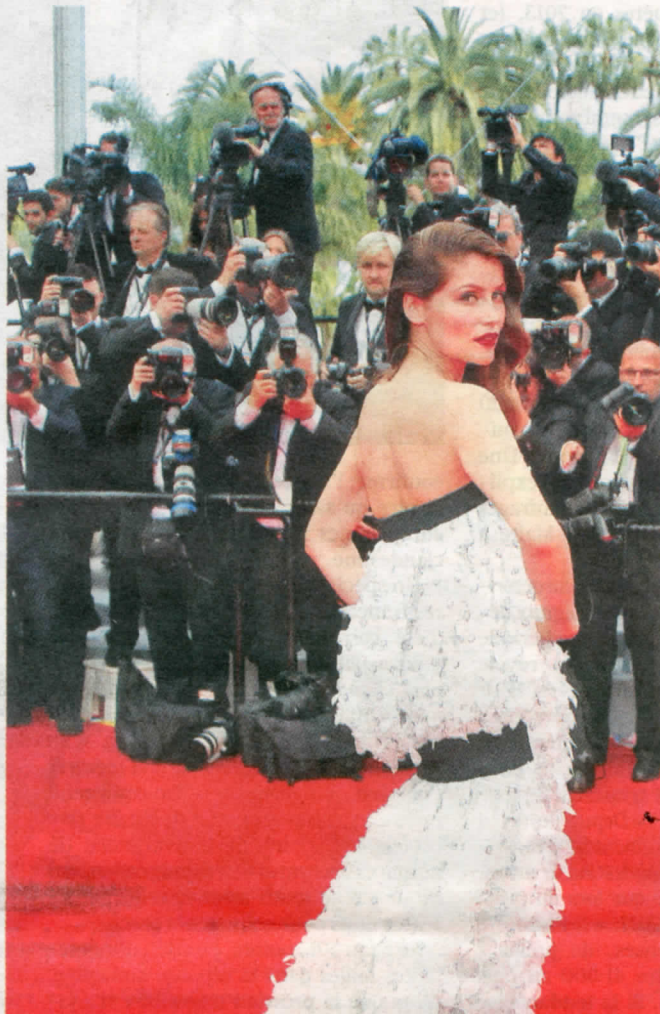
## MONDIAL

Primes : ce que gagneront les Bleus

PAGE 12

## FINANCES LOCALES

## Cannes fait encore son cinéma



# L'Europe désarmée face à l'afflux de clandestins

Le dernier bilan de Frontex, l'agence chargée de surveiller les frontières extérieures de l'UE, alerte sur une explosion des flux migratoires.

Le dernier bilan de l'agence Frontex, embryon de police des frontières européennes, est accablant : le nombre d'entrées de migrants illégaux a littéralement explosé en 2013, avec 107 000 clandestins détectés aux points frontières. Soit une hausse de 48 %. Au-delà des chiffres, le rapport pointe d'inquiétantes

faillies dans les réponses apportées par les États membres : les décisions de renvoi ont diminué de 16% et pas moins de 30 % des mesures d'éloignement n'ont pas été exécutées. L'Italie, qui subit de plein fouet l'immigration, se dit exaspérée par l'absence d'aide de ses voisins et menace d'ouvrir les vannes.

→ **CLANDESTINS : LE RAPPORT CHOC DE L'EUROPE**

→ **LA MISSION IMPOSSIBLE DE FRONTEX**

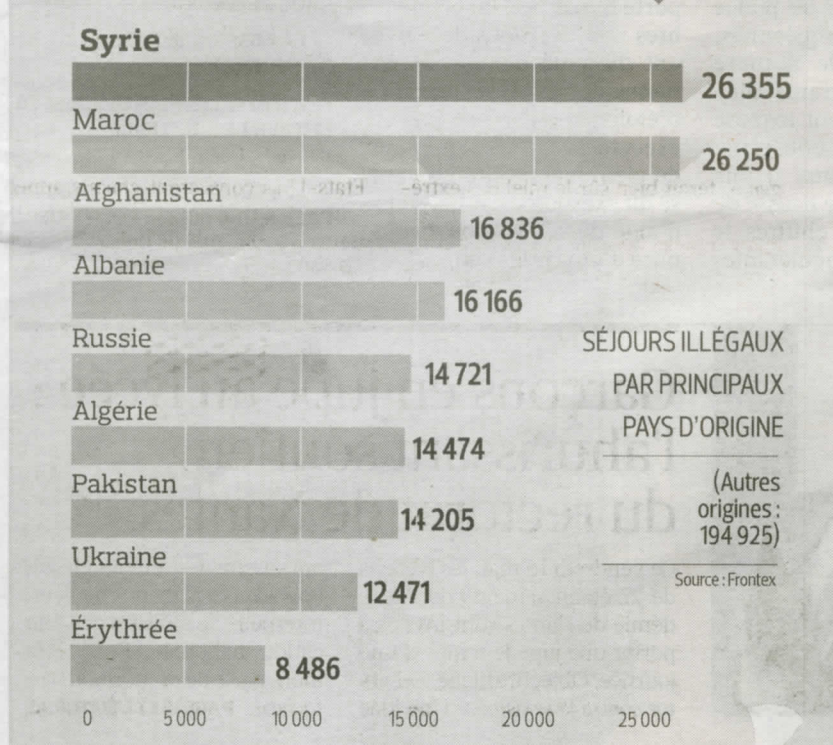
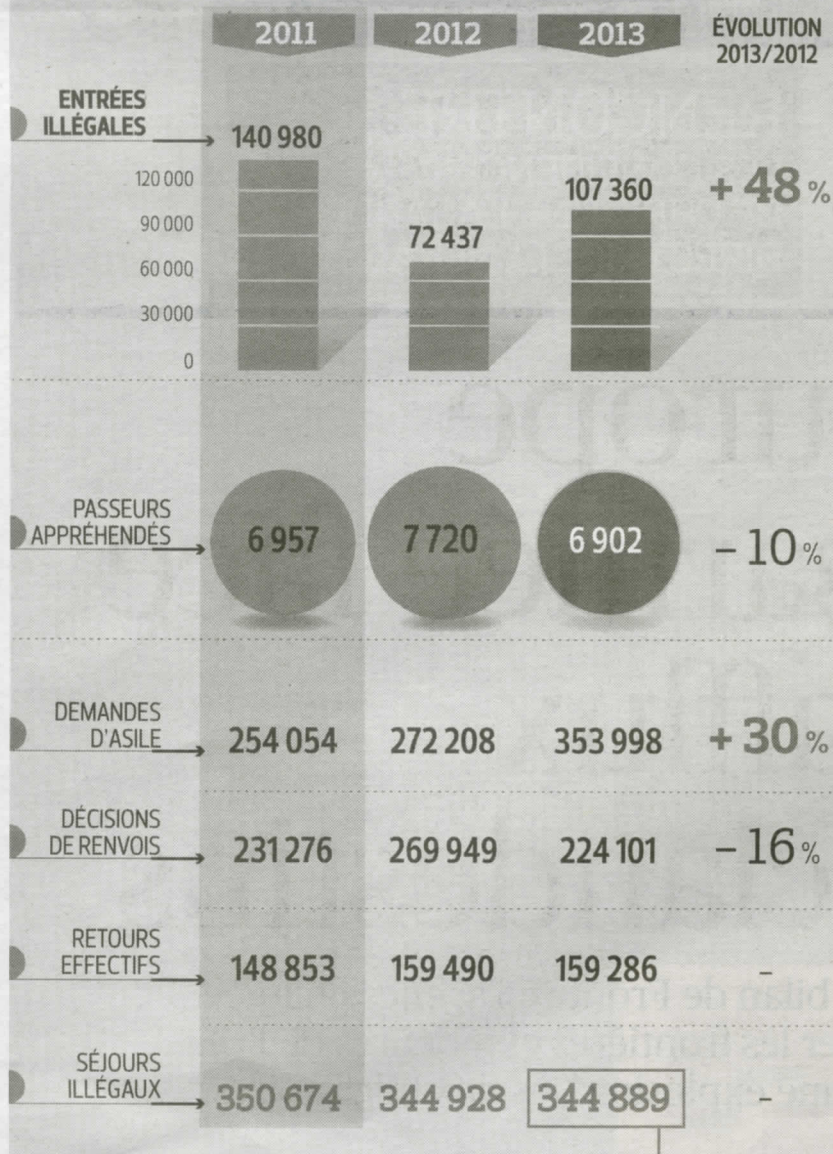
→ **L'ITALIE MENACE DE LAISSER ENTRER LES RÉFUGIÉS DANS L'UNION EUROPÉENNE**

→ **LES VINGT-HUIT IMPUISSANTS FACE À UNE BOMBE POLITIQUE**

PAGES 2 ET 3

# Clandestins: le rapport

Les dernières analyses de l'agence Frontex, sorte de police au

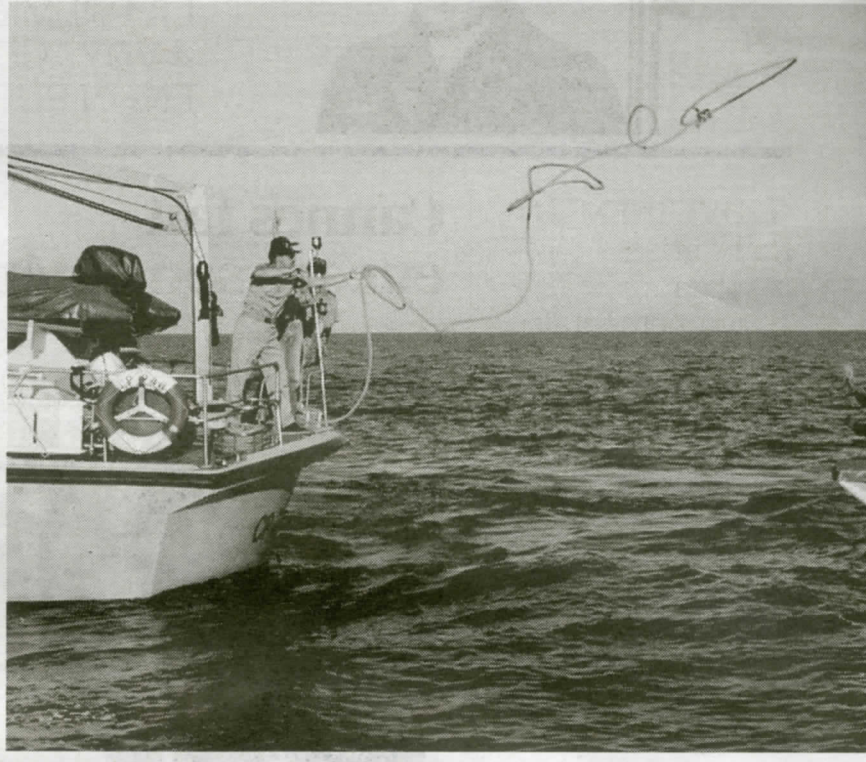


JEAN-MARC LECLERC jmleclerc@lefigaro.fr

ENTRÉES d'illégaux en hausse de 48 %, avec 107 000 migrants - ils arrivent de Syrie, du Maroc, d'Afghanistan, d'Albanie ou d'Érythrée, contrôlés aux postes frontières, munis souvent de faux papiers, cachés dans des camions ou entassés dans des *boat people* qui menacent de sombrer -, tandis que les demandes d'asile explosent de 30 %, pour atteindre plus de 350 000 requêtes en 2013, (et même plus de 400 000, selon Eurostat, dont 51 000 Syriens), soit autant que le nombre de séjours illicites détectés par les autorités des États membres en un an ! Le dernier bilan de l'agence Frontex, bras séculier de l'Europe pour le contrôle des frontières extérieures de l'Union, contient tous les ingrédients d'une crise (voir notre infographie).

Le Figaro a décortiqué les analyses trimestrielles de cette institution stratégique, dont le rapport Q4 (sur le quatrième trimestre 2013), fraîchement imprimé, permet de remonter le film de l'année écoulée. On y découvre que Frontex a dû faire face à un afflux historique de migrants aux bordures de l'Europe. Une pression qui ne retombe pas et qui explique largement les dramatiques naufrages qui se multiplient en mer, de Malte à Lampedusa, ces derniers mois.

Le quatrième trimestre est « caractérisé par le plus grand nombre d'illégaux détectés aux frontières », pour une période équivalente, « depuis 2009 », révèle l'agence, avec plus 30 000 entrées. Pour combien de passages non détectés ? Frontex se garde bien de l'évaluer. Mais l'agence fait ce constat alarmant dans son précédent rapport trimestriel, passé totalement inaperçu : « Depuis le début de 2013, il y a eu une augmentation massive des détections de clandestins, à un niveau encore plus élevé que lors du printemps arabe de 2011. » Plus de 42 000 passages recensés, de juillet à septembre 2013, contre 41 000 au plus fort trimestre de 2011. Si la tendance se



confirme, l'année 2014 pourrait bien être la pire qu'aient connue les institutions européennes en matière d'immigration clandestine.

Un spécialiste de la police aux frontières française (PAF) explique : « Les mois d'été correspondent généralement aux flux les plus importants, du fait du climat plus chaud qui facilite les traversées en mer. » Mais les derniers chiffres dévoilés par Frontex traduisent, selon lui, « un phénomène dont chaque État doit mesurer l'ampleur exceptionnelle ». On comprend mieux les mises en garde de l'Italie (lire ci-dessous), point de convergence de nombreuses routes de l'immigration, qui dit ne pas se sentir assez épaulée par les autres États pour colmater la brèche.

Le bilan 2013 pointe, en effet, d'inquiétantes failles dans la réponse collective. Alors que la pression migratoire n'a ja-

mais été aussi forte, les décisions de renvoi des clandestins ont diminué en un an de 16 %. Sur un peu plus de 220 000 éloignements, 30 % des mesures environ n'ont pas été exécutées. Les retours forcés ont été de 87 000 environ pour un peu plus de 63 000 retours volontaires.

**10 % des faux passeports et 30 % des faux visas sont français**

Autre point noir : la détection des réseaux de passeurs en baisse de 10 % en 2013. Selon Frontex, sur fond de facilitation de la fraude documentaire, les passeurs sont désormais « capables d'agir à distance et imperceptiblement plutôt que

## La mission impossible de l'agence Frontex

FRONTEX est l'agence européenne pour la surveillance des frontières extérieures de l'Union. Cette institution peu connue a ses locaux à Varsovie (Pologne). Sa mission : coordonner les opérations de contrôle de l'immigration avec les États membres, chacun restant toutefois responsable de la partie de frontière qui se trouve sur son propre territoire.

Récemment, le député UMP Éric Ciotti jugeait « incompréhensible » que le budget de Frontex ait diminué de

115 millions d'euros en 2011 à 89 millions d'euros aujourd'hui. Alors que les chiffres démontrent une explosion des flux migratoires aux portes de l'Union, notamment avec la crise syrienne.

### Lignes Maginot électroniques

Frontex est à la fois un embryon de police aux frontières fédérales, un cerbère en somme, et, dans le même temps, l'organisation tenue de porter secours aux migrants qui embarquent, jour après jour, dans des *boat people* au

péril de leur vie pour rejoindre l'Europe. Elle a déjà contribué à sauver 16 000 migrants depuis sa création en 2005. Elle peut mobiliser des *task forces*, bateaux, avions, hélicoptères, lors d'opérations ponctuelles de grande envergure (Héra, Poséidon, Hermès), investit dans des satellites, des drones, des dispositifs de détection placés comme des lignes Maginot électroniques le long des bandes frontalières. Mais ses moyens sont encore jugés insuffisants. ■ J.-M. L.

Le troisième trimestre 2013 a connu une augmentation massive des clandestins, à un niveau plus élevé que celui du printemps arabe de 2011. AGENCE FRONTEx

## L'Italie menace de laisser entrer les réfugiés dans l'UE

RICHARD HEUZÉ ROME

UNE POLÉMIQUE d'une rare vigueur a éclaté mardi entre Rome et Bruxelles à propos du désintérêt « évident » dont témoignerait l'Union européenne à l'égard des milliers de migrants recueillis en mer par des unités de la marine italienne. « Nous devons dire à l'Europe qu'elle ne peut sauver ses ban-

ques et ne pas en faire autant pour les femmes et enfants secourus en mer. L'Europe doit nous aider. Ses institutions ne peuvent pas tourner la tête ailleurs », a lancé Matteo Renzi, au comble de l'exaspération.

Après le nouveau naufrage survenu lundi au large des côtes libyennes, la ministre italienne des Affaires étrangères, Federica Mogherini, a parlé d'un « inacceptable massacre d'innocents ».

### Le prix des sauvetages

Mais le plus dur avec Bruxelles a certainement été le ministre de l'Intérieur Angelino Alfano qui s'en est pris à la Suédoise Cecilia Malström. En tant que responsable à Bruxelles de l'application des accords de Schengen, la commissaire européenne pour les Affaires intérieures avait affirmé n'avoir reçu aucune « demande claire » de la part de l'Italie concernant les émigrés débarqués sur ses côtes. Fureur du ministre qui a accusé la commissaire de « mentir » et s'est dit prêt à se rendre lui-même à Bruxelles lui porter les dossiers qu'elle affirme n'avoir pas reçus : « Ou l'Europe nous aide à protéger notre frontière (commune) ou nous ferons valoir que le droit d'asile reconnu par l'Italie est valable pour toute l'Europe. L'Italie ne peut pas devenir la prison des réfugiés. » Au cœur du problème, la destination des réfugiés secourus dans le cadre de l'opération « Mare Nostrum ». Lancée



Clandestins protestant contre leurs conditions de détention dans un centre de rétention, à Lampedusa. MONTEFORTE/AFP

nautaire Frontex. Mais l'Italie est la seule à en supporter un coût particulièrement élevé : 300 000 euros par jour, neuf millions d'euros par mois.

La tragédie de lundi, à quarante milles des côtes libyennes et dans laquelle 17 corps ont été récupérés tandis que 206 immigrés, pour la plupart Somaliens et Érythréens, étaient sauvés, est la première de cette importance depuis celle de Lampedusa en octobre dernier.

La colère italienne s'explique par le fait que les autres pays européens refusent de reconnaître le caractère communautaire de cette opération de sauvetage et donc d'accorder l'asile aux émigrés qui en font la demande. Prévalait la logique du traité de Dublin, dont l'Italie demande la modification, qui impose aux pays de débarquement de prendre totalement en charge les migrants.

L'Italie entend changer la politique de l'Europe à l'égard de l'immigration. Ce sera l'un des points cardinaux de la présidence de l'Union européenne qu'elle prendra le 1er juillet pour six mois. Il y a d'autant plus d'urgence que la Libye menace d'accélérer le « transit » des centaines de milliers de candidats à l'émigration qui se pressent sur son territoire en facilitant leur départ... vers l'Italie. « La Libye a payé. Au tour de l'Europe de le faire », lance son ministre de l'Intérieur par intérim, Salah Mazek ■

**FREYWILLE**  
PURE ART

PEPITA ROSE

FREYWILLE.COM | VIENNA  
PARIS • STRASBOURG • CANNES • BORDEAUX + 33 1 42 60 47 47

# choc de l'Europe

frontières communautaire, alertent sur l'explosion des flux.

Bateau de réfugiés recevant l'aide de la marine italienne au large de l'île de Lampedusa.  
ROPI/ZUMA PRESS-MAXPPP



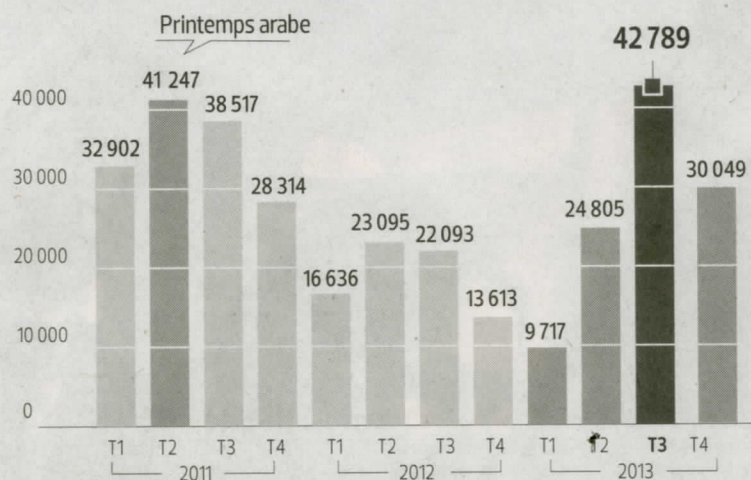
d'accompagner les migrants durant leur voyage à hauts risques ». Une situation qui se dégrade donc, alors que le ministre des Affaires étrangères français, Laurent Fabius, estime qu'« Interpol et Europol (agences de coopération de police respectivement internationale et européenne) doivent agir » contre ces réseaux « qui font leur fortune sur la misère et le trafic humain ».

Or la France est particulièrement visée par les fraudes décrites. Dans son dernier rapport trimestriel, Frontex a classé les documents falsifiés : 10 % des faux passeports détectés sont français, le plus fort taux de tous les pays européens, mais aussi 30 % des faux visas, là aussi un record.

Il y a les clandestins qui entrent et il y a ceux qui restent. Or, dans cette catégorie, force est de constater que l'Hexa-

## Nombre de passages records au fil des trimestres en 2013

ÉVOLUTIONS TRIMESTRIELLES DU NOMBRE DE PASSAGES ILLÉGAUX AUX FRONTIÈRES EXTÉRIEURES DE L'UNION EUROPÉENNE



Sources : Frontex, Fran

Infographie LE FIGARO

gone s'illustre tout autant. Le troisième trimestre de l'année 2013, celui où tous les records furent battus en matière d'entrées illicites aux frontières extérieures de l'Europe, la France décrochait la première place au palmarès des pays de forte affluence en termes de séjours illégaux détectés : +26 % d'augmentation, devant l'Allemagne (+24 %) et la Suède (+6 %), ces trois pays ayant détecté, à eux seuls, durant cette période, « 40 % de tous les séjours clandestins mis à jour en Europe », relève Frontex.

Le territoire français représente bien un Eldorado pour les migrants du monde entier. Ces chiffres témoignent également de l'activité de contrôle de la police et de la gendarmerie en France, même si les services de la Place Beauvau ont sensiblement levé le pied en termes de lutte contre l'immigration clandestine par

rapport aux années Sarkozy. Les éloignements d'étrangers en situation irrégulière, par exemple, ont diminué en 2013, par rapport à l'année précédente : de 1 850 par mois environ en 2012 à 1 750 en moyenne l'an dernier sur le seul territoire métropolitain.

Les nouvelles tendances en Europe sont claires. Les Syriens, qui fuient par dizaines de milliers la guerre civile, sont devenus « les plus représentés parmi les illégaux entrants ou séjournant » dans l'Union, dit Frontex. La brèche la plus importante qu'ils empruntent est « entre la Turquie et la Bulgarie », au rythme de 1 000 entrées par mois pour ce seul point d'accès.

Selon l'agence, désormais les nouveaux « migrants syriens suivent les conseils de leur famille de refuser les prises d'empreintes » lorsqu'ils sont contrôlés. ■

## Les 28 impuissants face à une bombe politique

JEAN-JACQUES MÉVEL @jjmevel  
CORRESPONDANT À BRUXELLES

C'EST LE MAUVAIS génie que les gouvernants, de droite ou de gauche, tentent désespérément de faire rentrer dans la bouteille, à dix jours du scrutin européen : huit mois après les 350 noyés de Lampedusa, cent jours après qu'un référendum suisse a sonné l'alarme électorale chez tous les voisins de la confédération, la bombe politique des réfugiés et des migrants illégaux menace à nouveau d'exploser aux portes de l'UE.

L'équation infernale tient en deux chiffres. Les demandes d'asile dans l'UE ont augmenté de 36 %, pour atteindre 435 000 l'an dernier, d'après Eurostat avec en tête de liste la Syrie et la Corne de l'Afrique. « Ce ne sont plus les migrants économiques, mais les réfugiés de guerre qui se bousculent à nos frontières », avertit un ministre placé en première ligne. Et d'après des statistiques auxquelles *Le Figaro* a eu accès, le nombre de traversées recensées entre l'Afrique du Nord et l'Italie a presque décuplé sur les quatre premiers mois de 2014, par rapport à la même période de l'an dernier.

Avec en toile de fond la sinistre litanie de naufrages et de noyades dans le canal de Sicile, tout paraît donc se mettre en place pour un nouveau bras de fer entre les pays du sud de l'UE, qui suffoquent sous le poids des demandeurs, et ceux du Nord, que rien n'oblige légalement à en accueillir davantage. Angelino Alfano, ministre italien de l'Intérieur, donne le ton en menaçant de laisser les clandestins s'éparpiller dans toute l'UE. C'est le même homme qui, ministre de la Justice de Silvio Berlusconi, avait contraint la France à rétablir des contrôles près de Vintimille afin d'endiguer, en 2011, un afflux incontrôlé de migrants tunisiens.

La répétition de ce scénario, trop facilement imputé à « l'Europe de Schengen », ferait bien sûr le miel des extrêmes droites nationales dans la dernière étape des élections au Parlement européen. Mais elle tient aussi à la légèreté de

la classe politique établie. Par peur de réveiller le démon, les deux grands partis européens, conservateur (PPE) et socialiste (S & D), ont sous-traité la question tout au long de la campagne. Leurs programmes ne vont pas au-delà des lieux communs sur l'immigration choisie, ou l'impossibilité pour l'Europe d'accueillir toute la misère du monde.

Les derniers sommets des chefs d'État et de gouvernement, pourtant hantés par le spectre de Lampedusa, n'ont pas fait preuve de beaucoup plus de lucidité. En octobre puis en décembre, les 28 ont décidé de reporter toute décision politique au début de l'été 2014, de la même façon que l'on repousse les miettes sous le tapis. Pas question de soulever les dossiers qui fâchent entre capitales avant les élections européennes, qu'il s'agisse d'équilibrer le fardeau entre le

« Ce ne sont plus les migrants économiques, mais les réfugiés de guerre qui se bousculent à nos frontières »

UN MINISTRE EUROPÉEN

sud et le nord de l'UE, d'imposer une procédure d'asile unique ou d'établir des quotas chiffrés et partagés. Le dernier sommet UE-Afrique, en avril, a tout juste abordé le sujet.

Ces abandons successifs laissent en première ligne des États qui, comme la Grèce ou l'Espagne, fortifient leur frontière, en espérant détourner le trafic vers le voisin. Et des institutions européennes dépourvues d'idées nouvelles et surtout de moyens. Au nom de l'austérité, les 28 capitales ont encore raboté en 2014 l'enveloppe des 300 agents de Frontex, agence censée coordonner la surveillance des 50 000 km de frontières de l'UE. À 89 millions d'euros, ce budget pèse à peu près 0,4 % de ce que les États-Unis consacrent chaque année à leurs 63 000 douaniers ou gardes-frontières (13 milliards de dollars) et à leurs 50 000 gardes-côtes (11 milliards). ■